

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2015.

Art. 5. De minister bevoegd voor Werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 26 november 2015.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
De Minister-President,
O. PAASCH
De Viceminister-President,
Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
Mevr. I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/200444]

21 JANVIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers (planches 1/43; 2/43; 5/43; 6/43; 8/43; 9/43; 10/43; 11/43; 12/43; 13/43; 14/43; 16/43; 17/43; 18/43; 19/43; 22/43; 26/43; 27/43; 28/43; 29/43; 33/43; 34/43; 36/43; 38/43; 41/43; 42/43; 22/27) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006;

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 52 demandes conformes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le zoning du pôle européen de développement sur le territoire communal d'Aubange (modification n° 12.02);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la route de Alle et la rue de la Cense à Rochehaut sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.03);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Hazettes à Mogimont sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.04);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Bellevaux sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.05);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Curfoz sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.06);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Xaimont sur le territoire communal de Cerfontaine (modification n° 12.07);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Rachecourt à Meix-le-Tige sur le territoire communal de Saint-Léger (modification n° 12.08);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le camping communal de Halliru sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.09);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la Zone d'Aménagement Communal Concerté de l'Aliéneau à Recogne sur le territoire communal de Libramont-Chevigny (modification n° 12.10);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue du Chauffour sur le territoire communal de Meix-devant-Virton (modification n° 12.13);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le zoning de Habay-Les-Coeuvins sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.14);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue des Cigognes à Hachy sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.15);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Mortinsart sur le territoire communal d'Etalle (modification n° 12.16);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Udange sur le territoire communal d'Arlon (modification n° 12.18);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie sud du village de Vlessart sur le territoire communal de Léglise (modification n° 12.19);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Pierroy à Louftémont sur le territoire communal de Léglise (modification n° 12.20);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue de la Chapelle à Straimont sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.21);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Martilly à Saint-Médard sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.22);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du chemin des Sources sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.23);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du lieu Perimino sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.24);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Nevraumont sur le territoire communal de Bertrix (modification n° 12.25);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour de l'habitat dispersé sur le territoire communal de Libramont-Chevigny (modification n° 12.26);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie d'Aix-sur-Cloie sur le territoire communal d'Aubange (modification n° 12.27);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Baillamont sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.28);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Bellefontaine sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.29);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le centre du village de Cornimont sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.30);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la majeure partie du village de Oizy sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.31);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une majeure partie du village de Petit-Fays sur le territoire communal de Bièvre (modification n° 12.32);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Orchimont sur le territoire communal de Vresse-sur-Semois (modification n° 12.33);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Mouzaive sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.34);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie des rues des Chasseurs Ardennais, d'Hoffschmidt et des rames sur le territoire communal d'Habay (modification n° 12.35);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de Moyen à Jamoigne sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.36);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de la Goutelle et de la rue de Chiny à Lacuisine sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.37);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Albert I^{er} à Pin sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.38);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue des Fourneaux à Moyen sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.39);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Fond des Naux à Lacuisine sur le territoire communal de Florenville (modification n° 12.40);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le camping d'Houllifontaine sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.41);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la zone de Membre sur le territoire communal de Vresse-sur-Semois (modification n° 12.42);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Nollevaux sur le territoire communal de Paliseul (modification n° 12.44);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la partie centrale du village de Breuvanne et en assainissement autonome pour le reste de ce village sur le territoire communal de Tintigny (modification n° 12.45);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie nord de la rue des Ajaux sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.46);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Couvreaux sur le territoire communal de Rouvroy (modification n° 12.47);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la chaussée d'Arlon à Hamipré sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.48);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le zoning de Magenot sur le territoire communal d'Etalle (modification n° 12.49);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le chemin des Naux sur le territoire communal de Meix-devant-Virton (modification n° 12.50);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue de la Rochette à Poupehan sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.51);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour la zone « Les Fauchés » à Poupehan sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.52);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la zone de loisirs de la rue de Linglé sur les territoires communaux de Bertrix et Herbeumont (modification n° 12.53);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue du Val d'Or à Pin sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.54);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Menugoutte sur le territoire communal d'Herbeumont (modification n° 12.55);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie des rues "La Plate des Prés" et René Seresiat à Warmifontaine sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.56);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du village de Tournay sur le territoire communal de Neufchâteau (modification n° 12.57);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de la Noue sur le territoire communal de Chiny (modification n° 12.58);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une parcelle de la voie Jocuquée sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.59);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les villages d'Ucimont et Botassart sur le territoire communal de Bouillon (modification n° 12.60);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé compétent comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis favorable sur les 55 demandes qui lui sont adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires du plan en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I^{re};

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I;

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers adressée le 12 septembre 2013 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 14 octobre 2013 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 13 septembre 2013 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales d'Aubange, de Bièvre, de Bouillon, d'Étalle, de Florenville, d'Herbeumont, de Léglise, de Libramont-Chevigny, de Meix-devant-Virton, de Neufchâteau, de Rouvroy, de Saint-Léger, de Tintigny et de Vresse-sur-Semois;

Considérant l'avis favorable sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par l'autorité communale d'Habay;

Vu la demande de l'autorité communale d'Habay du 13 septembre 2012 concernant la modification du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de la Rocaille et la rue des Champs Gilot à Habay-la-Neuve (modification 12.43);

Vu les informations transmises par cette instance et relatives à la construction d'un égout gravitaire reliant celui de la rue de la Rocaille à celui de la rue des Champs Gilot permettant de régler de façon définitive la pollution dans le ruisseau des Champs Gilot faisant l'objet d'une plainte;

Considérant que la modification 12.43 peut être retirée, à la demande de l'autorité communale d'Habay; que dès lors, le régime d'assainissement collectif est maintenu pour la rue de la Rocaille et la rue des Champs Gilot à Habay-la-Neuve;

Considérant l'avis favorable sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis hors délais par l'autorité communale d'Arlon le 17 octobre 2013, que cet avis est donc réputé favorable;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Bertrix, de Chiny et Paliseul au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Annexe I^{re} — Avant-projet de modification du plan d'assainissement
par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Semois-Chiers est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Les PASH"; Sous-rubrique "Modifications des PASH").

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/200444]

21. JANUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers (Karten 1/43; 2/43; 5/43; 6/43; 8/43; 9/43; 10/43; 11/43; 12/43; 13/43; 14/43; 16/43; 17/43; 18/43; 19/43; 22/43; 26/43; 27/43; 28/43; 29/43; 33/43; 34/43; 36/43; 38/43; 41/43; 42/43; 22/27) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 endgültig genehmigt und am 10. Januar 2006 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (SPGE) alle während der abgelaufenen Periode seit der Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) 52 von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandte Anträge erhalten hat, die den Auflagen genügen;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet des europäischen Entwicklungspols auf dem Gebiet der Gemeinde Aubange (Abänderung Nr. 12.02);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "route de Alle" und die "rue de la Cense" in Rochehaut auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.03);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue des Hazettes" in Mogimont auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.04);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Bellevaux auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.05);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Curfoz auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.06);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Xaimont auf dem Gebiet der Gemeinde Cerfontaine (Abänderung Nr. 12.07);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Racheourt" in Meix-le-Tige auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Léger (Abänderung Nr. 12.08);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den kommunalen Campingplatz von Halliru auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.09);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung l'Aliénau in Recogne in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 12.10);

- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "Rue du Chauffour" auf dem Gebiet der Gemeinde Meix-Devant-Virton (Abänderung Nr. 12.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Habay-Les-Coeuvins auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.14);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die rue des Cigognes in Hachy auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.15);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Mortisart auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle (Abänderung Nr. 12.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Udange" auf dem Gebiet der Gemeinde Arlon (Abänderung Nr. 12.18);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den südlichen Teil des Dorfes Vlessart auf dem Gebiet der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 12.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Pierroy" in Louftémont auf dem Gebiet der Gemeinde Léglise (Abänderung Nr. 12.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die rue de la Chapelle in Straimont auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.21);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Martilly" in Saint-Médard auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.22);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "chemin des Sources" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. n° 12.23);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Ortes genannten Perimino auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. n° 12.24);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Hauptteil des Dorfes Nevraumont auf dem Gebiet der Gemeinde Bertrix (Abänderung Nr. 12.25);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für dünn besiedelte Gebiete in der Gemeinde Libramont-Chevigny (Abänderung Nr. 12.26);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil von Aix-sur-Cloie auf dem Gebiet der Gemeinde Aubange (Abänderung Nr. 12.27);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Hauptteil des Dorfes Baillamont auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.28);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Bellefontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.29);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dorfmitte von Cornimont auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.30);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Hauptteil des Dorfes Oizy auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.31);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Hauptteil des Dorfes Petit-Fays auf dem Gebiet der Gemeinde Bièvre (Abänderung Nr. 12.32);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Orchimont auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois (Abänderung Nr. 12.33);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Mouzaive auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.34);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue des Chasseurs ardennais", der "rue d'Hoffschmidt" und der "rue des rames" auf dem Gebiet der Gemeinde Habay (Abänderung Nr. 12.35);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de Moyen" in Jamoigne auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.36);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de la Goutelle" und der "rue de Chiny" in Lacuisine auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.37);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Albert I^{er}" in Pin auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.38);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue des Fourneaux" in Moyen auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.39);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Fond des Naux" in auf dem Gebiet der Gemeinde Florenville (Abänderung Nr. 12.40);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Campingplatz von Houlifontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.41);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet "Membre" auf dem Gebiet der Gemeinde Vresse-sur-Semois (Abänderung Nr. 12.42);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Nollevaux auf dem Gebiet der Gemeinde Paliseul (Abänderung Nr. 12.44);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dorfmitte von Breuvanne und zum autonomen Sanierungsverfahren für den restlichen Teil dieses Dorfes auf dem Gebiet der Gemeinde Tintigny (Abänderung Nr. 12.45);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den nördlichen Teil der "rue des Ajaux" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.46);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Couvreur auf dem Gebiet der Gemeinde Rouvrois (Abänderung Nr. 12.47);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen die "chaussée d'Arlon" in Hamipré auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.48);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gewerbegebiet von Magenot auf dem Gebiet der Gemeinde Etalle (Abänderung Nr. 12.49);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für den "chemin des Naux" auf dem Gebiet der Gemeinde Meix-devant-Virton (Abänderung Nr. 12.50);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue de la Rochette" in Poupehan auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.51);

- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet "Les Fauchés" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.52);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet der "rue de Linglé" auf dem Gebiet der Gemeinden Bertrix und Herbeumont (Abänderung Nr. 12.53);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Val" in Pin auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.54);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Menugoutte auf dem Gebiet der Gemeinde Herbeumont (Abänderung Nr. 12.55);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue La Plate des Prés" und der "rue René Seresiat" in Warmifontaine auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.56);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes Tournay auf dem Gebiet der Gemeinde Neufchâteau (Abänderung Nr. 12.57);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue de la Noue" auf dem Gebiet der Gemeinde Chiny (Abänderung Nr. 12.58);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für eine Parzelle der "voie Jocuée" auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.59);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Dörfer Ucimont und Botassart auf dem Gebiet der Gemeinde Bouillon (Abänderung Nr. 12.60);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der zuständigen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigefügt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) ein günstiges Gutachten über die 55, an sie gerichteten Anträge abgibt;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in Anhang I erwähnten Bericht beschrieben werden;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in Anhang I genannten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben müsste; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in Anhang I genannten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers der Anlass besteht, den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 12. September 2013 an den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD) und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrag auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 14. Oktober 2013 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Gutachten als günstig;

Aufgrund des am 13. September 2013 übermittelten Schreibens des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung (CWEDD), in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass sein Gutachten, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

In Erwägung der günstigen Gutachten über den Antrag auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit, die die Gemeindebehörden von Aubange, Bièvre, Bouillon, Etalle, Florenville, Herbeumont, Léglise, Libramont-Chevigny, Meix-devant-Virton, Neufchâteau, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny und Vresse-sur-Semois fristgerecht eingereicht haben;

In Erwägung des von der Gemeindebehörde von Habay innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachtens über den Antrag auf Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

Aufgrund des Antrags der Gemeindebehörde von Habay vom 13. September 2012 über die Abänderung des kollektiven Sanierungsverfahrens in das autonome Sanierungsverfahren für die "rue de la Rocaille" und die "rue des Champs Gilot" in Habay-la-Neuve (Abänderung Nr. 12.43);

Aufgrund der von dieser Instanz übermittelten Informationen über den Bau einer Gefällekanalisation, die die Verbindung zwischen derjenigen der "rue de la Rocaille" und derjenigen der "rue des Champs Gilot" herstellt, so dass das Problem der Verunreinigung des Baches Champs Gilot, das Gegenstand einer Beschwerde ist, endgültig gelöst werden kann;

In der Erwägung, dass die Abänderung Nr. 12.43 auf Antrag der Gemeindebehörde von Habay zurückgezogen werden kann; dass das kollektive Sanierungsverfahren für die "rue de la Rocaille" und die "rue des Champs Gilot" in Habay-la-Neuve somit erhalten bleibt;

Aufgrund des von der Gemeindebehörde von Arlon nicht fristgerecht übermittelten günstigen Gutachtens über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit; aufgrund der Tatsache, dass dieses Gutachten demnach als günstig betrachtet wird;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Bertrix, Chiny und Paliseul kein Gutachten innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Gutachten demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in Anhang I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.), den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers innerhalb von dreißig Tagen der Begutachtung durch die von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Januar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Anhang I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Semois-Chiers besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) - "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/200444]

21 JANUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers (bladen 1/43; 2/43; 5/43; 6/43; 8/43; 9/43; 10/43; 11/43; 12/43; 13/43; 14/43; 16/43; 17/43; 18/43; 19/43; 22/43; 26/43; 27/43; 28/43; 29/43; 33/43; 34/43; 36/43; 38/43; 41/43; 42/43; 22/27) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Overwegende dat de "S.P.G.E." "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) alle aanvragen verzamelt die sinds de goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." 52 conforme aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op:

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de zoning van de Europese Ontwikkelingspool op het gemeentelijke grondgebied van Aubange (wijziging nr. 12.02);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "route de Alle" en de "rue de la Cense" te Rochehaut op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.03);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue des Hazettes" te Mogimont op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.04);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Bellevaux op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.05);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Curfoz op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.06);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Xaimont op het gemeentelijke grondgebied van Cerfontaine (wijziging nr. 12.07);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de "rue Rachecourt" te Meix-le-Tige op het gemeentelijke grondgebied van Saint-Léger (wijziging nr. 12.08);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het gemeentelijke kampeerterrein van Halliru op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.09);
- de overgang van de voorlopige saneringsregeling naar de gemeenschappelijke saneringsregeling voor het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, van Aliéneau te Recogne op het gemeentelijke grondgebied van Libramont-Chevigny (wijziging nr. 12.10);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de "rue du Chauffour" op het gemeentelijke grondgebied van Meix-devant-Virton (wijziging nr. 12.13);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de zoning van Habay-Les-Coeuvins op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.14);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de "rue des Cigones" te Hachy op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.15);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Mortinsart op het gemeentelijke grondgebied van Etalle (wijziging nr. 12.16);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Udange" op het gemeentelijke grondgebied van Aarlen (wijziging nr. 12.18);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het zuidelijke gedeelte van het dorp Vlessart op het gemeentelijke grondgebied van Léglise (wijziging nr. 12.19);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Pierroy" te Louftémont op het gemeentelijke grondgebied van Léglise (wijziging nr. 12.20);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Chapelle" op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.21);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Martilly" te Saint-Médard op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.22);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "chemin des Sources" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.23);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de locatie "Perimino" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.24);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Nevraumont op het gemeentelijke grondgebied van Bertrix (wijziging nr. 12.25);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een versnipperd woongebied op het gemeentelijke grondgebied van Libramont-Chevigny (wijziging nr. 12.26);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van Aix-sur-Cloie op het gemeentelijke grondgebied van Aubange (wijziging nr. 12.27);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Baillamont op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.28);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Bellefontaine op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.29);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrum dorp Cornimont op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.30);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het grootste gedeelte van het dorp Oizy op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.31);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Petit-Fays op het gemeentelijke grondgebied van Bièvre (wijziging nr. 12.32);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Orchimont op het gemeentelijke grondgebied van Vresse-sur-Semois (wijziging nr. 12.33);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van het dorp Mouzaive op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.34);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue des Chasseurs Ardennais", de "rue d'Hoffschmidt" en van de "rue des Rames" op het gemeentelijke grondgebied van Habay (wijziging nr. 12.35);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de Moyen" te Jamoigne op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.36);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Goutelle" en van de "rue de Chiny" te Lacuisine op het gemeentelijke grondgebied van Florenville (wijziging nr. 12.37);

- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue Albert 1^{er}" te Pin op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.38);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue des Fourneaux" te Moyon op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.39);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Fond des Naux" te Lacuisine op het gemeentelijke grondgebied van Florenville (wijziging nr. 12.40);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het kampeerterrein van Houlifontaine op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.41);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de zone van Membre op het gemeentelijke grondgebied van Vresse-sur-Semois (wijziging nr. 12.42);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Nollevaux op het gemeentelijke grondgebied van Paliseul (wijziging nr. 12.44);
- de overgang van het tijdelijk saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het centrale gedeelte van het dorp Breuvanne en naar het autonoom saneringsstelsel voor de rest van dit dorp op het gemeentelijke grondgebied van Tintigny (wijziging nr. 12.45);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het noordelijke gedeelte van de "rue Ajaux" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.46);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Couvreur op het gemeentelijke grondgebied van Rouvroy (wijziging nr. 12.47);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de "chaussée d'Arlon" te Hamipré op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.48);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de zoning van Magenot op het gemeentelijke grondgebied van Etalle (wijziging nr. 12.49);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de "chemin des Naux" op het gemeentelijke grondgebied van Meix-devant-Virton (wijziging nr. 12.50);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue de la Rochette" te Poupehan op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.51);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonoom saneringsstelsel van de zone "Les Fauchés" te Poupehan op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.52);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van het recreatiegebied van de "rue de Lingle" op de gemeentelijke grondgebieden van Bertrix en Herbeumont (wijziging nr. 12.53);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue du Val d'Or" te Pin op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.54);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van het dorp Menugoutte op het gemeentelijke grondgebied van Herbeumont (wijziging nr. 12.55);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een gedeelte van de "rue La Plate des Prés" en de "rue René Seresiat" te Warmifontaine op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.56);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een groot gedeelte van het dorp Tournay op het gemeentelijke grondgebied van Neufchâteau (wijziging nr. 12.57);
- de overgang van de gemeenschappelijke saneringsregeling naar de autonome saneringsregeling van de "rue de la Noue" op het gemeentelijke grondgebied van Chiny (wijziging nr. 12.58);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van een perceel van de weg "Jocquée" op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.59);
- de overgang van het autonoom saneringsstelsel naar het gemeenschappelijk saneringsstelsel van de dorpen Ucimont en Botassart op het gemeentelijke grondgebied van Bouillon (wijziging nr. 12.60);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de bevoegde erkende saneringsinrichting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing, een analyse van de topografische toestand van het gebied en een financiële analyse om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een gunstig advies heeft uitgebracht over de 55 aanvragen die haar gericht zijn;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I;

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers dat op 12 september 2013 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 14 oktober 2013; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 13 september 2013 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheden van Aubange, Bièvre, Bouillon, Étalle, Florenville, Herbeumont, Léglise, Libramont-Chevigny, Meix-devant-Virton, Neufchâteau, Rouvroy, Saint-Léger, Tintigny en Vresse-sur-Semois;

Gelet op het gunstige advies over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheid van Habay;

Gelet op de aanvraag van de gemeentelijke overheid van Habay van 13 september 2012 betreffende de wijziging van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de "rue de la Rocaille" en de "rue des Champs Gilot" te Habay-la-Neuve (wijziging nr. 12.43);

Gelet op de informatie verstrekt door deze instantie m.b.t. de oprichting van een binnenriolering die de riolering van de "rue de la Rocaille" met die van de "rue des Champs Gilot" verbindt; daardoor wordt het probleem van de verontreiniging in de beek "Champs Gilot", die het voorwerp uitmaakt van een klacht, definitief geregeld;

Overwegende dat de wijziging 12.43. op verzoek van de gemeentelijke overheid van Habay kan worden ingetrokken; dat het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue de la Rocaille" en de "rue des Champs Gilot" dan ook wordt gehandhaafd;

Gelet op het gunstig advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling ingediend buiten de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheid van Aarlen op 17 oktober 2013, dat dit advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Bertrix, Chiny en Paliseul geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 2016.

De Minister-President,
P MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage I — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Semois-Chiers bestaat uit een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Amel en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden : <http://www.spge.be> (Rubriek "Les PASH"; Subrubriek "Modifications des PASH").